



## CHAPITRE 68

Loi assurant le droit à l'éducation des élèves de la Commission scolaire régionale de Chambly

[Sanctionnée le 23 octobre 1969]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

Interprétation:

« Commission »:

« Association »:

« salarié »:

Effet des documents sessionnels.

Convention au sens du Code.

Obligations des salariés.

1. Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants désignent:

a) « Commission »: la Commission scolaire régionale de Chambly;

b) « Association »: l'association accréditée, au sens du Code du travail, pour représenter tous les professeurs salariés au sens de la loi, à l'emploi de la Commission;

c) « salarié »: tout salarié au sens du Code du travail à l'emploi de la Commission et compris dans l'unité de négociation pour laquelle l'Association est accréditée.

2. Le document sessionnel numéro 250 et toute modification apportée à l'entente qu'il reproduit par les parties à cette entente, ainsi que le document sessionnel numéro 251 déposés sur le bureau du secrétaire de l'Assemblée nationale le 23 octobre 1969 lient l'Association, les salariés et la Commission jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1971.

Ces documents sont une convention collective au sens du Code du travail.

3. Les salariés doivent remplir les devoirs de leur fonction et se conformer

## CHAPTER 68

An Act to ensure the right to education to the pupils of the *Commission scolaire régionale de Chambly*

[Assented to 23rd October 1969]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. In this act, unless the context indicates a different meaning, the following words mean:

a) "Board": The *Commission scolaire régionale de Chambly*; "Board";

b) "Association": the association certified within the meaning of the Labour Code to represent all teachers who are employees within the meaning of the law and who are in the employ of the Board; "Association";

c) "employee": every employee within the meaning of the Labour Code who is in the employ of the Board and included in the bargaining unit for which the Association is certified. "employee".

2. Sessional Paper number 250 and any amendment made to the agreement which it reproduces by the parties to such agreement, and Sessional Paper number 251, laid on the table of the Secretary of the National Assembly on the 23rd of October 1969, shall bind the Association, the employees and the Board until the 1st of July 1971.

Such Papers shall be a collective agreement within the meaning of the Labour Code. Effect of Sessional Papers. Agreement under Code.

3. The employees shall perform the duties of their position and comply with Obligations of employees.

aux dispositions des documents visés à l'article 2 et l'Association ainsi que la Commission doivent se conformer aux dispositions de ces documents.

the provisions of the Papers contemplated in section 2, and the Association as well as the Board shall comply with the provisions of such Papers.

Présomption d'infraction.

4. Tout salarié qui ne remplit pas tous les devoirs de sa fonction est présumé contrevenir à l'article 3.

4. Every employee who does not perform the duties of his position shall be presumed to infringe section 3.

Presumption of infringement.

Exceptions.

L'alinéa précédent ne s'applique pas à un salarié qui a démissionné, si sa démission a été acceptée par la Commission ou s'il a acquis le droit à la retraite.

The preceding paragraph shall not apply to an employee who has resigned, if his resignation has been accepted by the Board or if he has acquired the right to superannuation.

Exceptions.

Responsabilité de l'Association.

5. L'Association doit prendre les moyens appropriés pour que les salariés se conforment à l'article 3.

5. The Association must take the appropriate steps to make the employees comply with section 3.

Responsibility of Association.

Infraction et peine: salariés.

6. Tout salarié qui contrevient à l'article 3 commet une infraction et est passible d'une amende de \$25 à \$100 pour chaque jour ou partie de jour pendant lequel dure l'infraction, avec ou sans emprisonnement pour une durée d'au plus un mois.

6. Every employee who infringes section 3 is guilty of an offence and liable to a fine of \$25 to \$100 for each day or part of a day during which the offence continues, with or without imprisonment for a period not exceeding one month.

Offence and penalty: employees.

Infraction et peine: membres de la Commission.

7. Tout commissaire, fonctionnaire, employé, agent ou conseiller de la Commission qui participe à un acte posé par la Commission contrairement à l'article 3 ou qui y consent ou acquiesce, commet une infraction et est passible d'une amende de \$25 à \$100 pour chaque jour ou partie de jour pendant lequel dure l'infraction, avec ou sans emprisonnement pour une durée d'au plus un an.

7. Every commissioner, officer, employee, agent or adviser of the Board who participates in any act done by the Board contrary to section 3, or who assents thereto or acquiesces therein, is guilty of an offence and liable to a fine of \$25 to \$100 for each day or part of a day during which the offence continues, with or without imprisonment for a period not exceeding one year.

Offence and penalty: members of Commission.

Infraction et peine: Association.

8. L'Association commet une infraction chaque fois qu'elle autorise, encourage ou incite une personne à contrevenir à l'article 3 ou qu'elle contrevient à l'article 5, et elle est alors passible d'une amende de \$5,000 à \$50,000 pour chaque jour ou partie de jour pendant lequel cette personne contrevient à l'article 3 ou pendant lequel dure la contravention à l'article 5.

8. The Association is guilty of an offence whenever it authorizes, encourages or incites a person to infringe section 3, or infringes section 5, and it is then liable to a fine of \$5,000 to \$50,000 for each day or part of a day during which such person infringes section 3 or during which the infringement of section 5 continues.

Offence and penalty: Association.

Fonctionnaires, etc., réputés parties à l'infraction.

Lorsque l'Association a commis une infraction prévue à l'alinéa précédent, chacun de ses fonctionnaires, administrateurs, employés, agents ou conseillers qui a participé à l'accomplissement de l'infraction ou qui y a consenti ou acquiescé, est réputé être partie à l'infraction et est passible de la peine prévue pour l'infraction, avec ou sans emprison-

Where the Association has been guilty of an offence contemplated in the preceding paragraph, each of its officers, directors, employees, agents or advisers who participated in the commission of the offence, or who assented thereto or acquiesced therein, shall be deemed a party to the offence and shall be liable to the fine provided for the offence, with or without

Officers, etc., of Association deemed parties to offence.

nement pour une durée d'au plus un an, que l'Association ait ou non été poursuivie ou déclarée coupable.

imprisonment for a period not exceeding one year, whether or not the Association has been prosecuted or convicted.

Infraction et peine: fonctionnaires, etc., de l'Association ou de la Commission.

**9.** Tout fonctionnaire, administrateur, employé, agent ou conseiller de l'Association ainsi que tout commissaire, fonctionnaire, employé, agent ou conseiller de la Commission, qui autorise, encourage ou incite une personne à contrevenir à l'article 3, commet une infraction et est passible d'une amende de \$5,000 à \$50,000 pour chaque jour ou partie de jour pendant lequel cette personne contrevient à l'article 3, avec ou sans emprisonnement pour une durée d'au plus un an.

**9.** Every officer, director, employee, agent or adviser of the Association and any commissioner, officer, employee, agent or adviser of the Board who authorizes, encourages or incites a person to infringe section 3 is guilty of an offence and liable to a fine of \$5,000 to \$50,000 for each day or part of a day during which such person infringes section 3, with or without imprisonment for a period not exceeding one year.

Offence and penalty: officers of Association or Board.

Association ou Commission réputée partie à l'infraction.

Lorsqu'un tel commissaire, fonctionnaire, administrateur, employé, agent ou conseiller commet une infraction prévue à l'alinéa précédent, l'Association ou la Commission, selon le cas, est partie à cette infraction et passible de l'amende prévue au même titre que cette personne.

Where such a commissioner, officer, director, employee, agent or adviser is guilty of an offence contemplated in the preceding paragraph, the Association or the Board, as the case may be, is a party to such offence and liable to the prescribed fine in the same manner as such person.

Association or Board deemed party to offence.

Poursuites.

**10.** Les poursuites prévues aux articles 6 à 9 ne peuvent être intentées que par le procureur général ou une personne qu'il autorise généralement ou spécialement par écrit à cette fin.

**10.** The proceedings contemplated in sections 6 to 9 may be instituted only by the Attorney-General or a person generally or specially authorized by him in writing for such purpose.

Proceedings.

Poursuites sommaires.

**11.** Les peines prévues aux articles 6 à 9 sont imposées sur poursuite sommaire et la deuxième partie de la Loi des poursuites sommaires s'applique.

**11.** The penalties provided in sections 6 to 9 shall be imposed upon summary proceeding and Part II of the Summary Convictions Act shall apply.

Summary proceedings.

Révocation d'accréditation.

**12.** Le commissaire-enquêteur en chef au sens du Code du travail doit, à la demande du procureur général, révoquer l'accréditation accordée à l'Association à l'égard des salariés s'il est établi que moins de 70% de ces personnes se conforment à l'article 3.

**12.** Upon the request of the Attorney-General, the chief investigation commissioner within the meaning of the Labour Code shall cancel the certification granted to the Association with respect to the employees if it is established that less than 70% of such persons are complying with section 3.

Cancellation of certification.

Effet de la révocation.

**13.** Lorsque l'accréditation de l'Association est révoquée en vertu de l'article 12, celle-ci ne peut plus être accréditée à l'égard des salariés dans les douze mois qui suivent cette révocation ni tant que les amendes imposées en vertu de la présente loi à cette Association ou à chacun de ses fonctionnaires, administrateurs, employés, agents ou conseillers n'ont pas été entièrement payées; aucune autre

**13.** Where the certification of the Association is cancelled under section 12, such Association shall not thereafter be certified with respect to the employees during the twelve months following such cancellation or as long as the fines imposed under this act upon such Association or upon any of its officers, directors, employees, agents or advisers have not been fully paid; nor shall any other association,

Effect of cancellation.

association ne peut non plus, au cours de la même période, être accréditée pour représenter ces personnes.

during the same period, be certified to represent such persons.

Effet  
de la ré-  
vocation.

**14.** Lorsque l'accréditation de l'Association est révoquée en vertu de la présente loi, les salariés cessent d'être régis par toute convention collective alors en vigueur.

**14.** Where the certification of the Association is cancelled under this act, the employees shall cease to be governed by any collective agreement then in force.

Effect  
of cancel-  
lation.

Disposi-  
tions des  
docu-  
ments  
session-  
nels rem-  
placées.

**15.** Pour les fins de l'article 2, les dispositions du document sessionnel numéro 251 qui ont trait au nombre et à la durée des périodes d'enseignement sont remplacées, du 24 octobre 1969 au 3 novembre 1969, par les dispositions que la Commission détermine à cet égard.

**15.** For the purposes of section 2, the provisions of Sessional Paper number 251 which relate to the number and duration of teaching periods are replaced, from the 24th of October 1969 to the 3rd of November 1969, by the provisions which the Board shall determine in this respect.

Provisions  
of Ses-  
sionnal  
Papers  
replaced.

Effet  
non limi-  
té.

**16.** Les dispositions de la présente loi ont effet nonobstant toute disposition inconciliable d'une loi générale ou spéciale.

**16.** This act shall have effect notwithstanding any inconsistent provision of any general law or special act.

Unrestric-  
ted effect.

Code du  
travail  
appli-  
cable.

**17.** Sous réserve de l'article 16, les dispositions de la présente loi n'ont pas pour effet de soustraire la Commission, l'Association ni les salariés à l'application du Code du travail.

**17.** Subject to section 16, this act shall not have the effect of withdrawing the Board, the Association or the employees from the application of the Labour Code.

Labour  
Code ap-  
plicable.

Entrée en  
vigueur.

**18.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

**18.** This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming  
into force.